

DIVERS

On a 20 ans et on veut en finir avec le déterminisme social

🕒 4 min • Un collectif



Erik Lah

Compte tenu de leur milieu d'origine, ils et elles n'étaient pas prédestinés à faire de longues études et pourtant... Marqués par cette rupture du contrat social, vingt jeunes enjoignent l'Etat à aller plus loin sur les enjeux d'orientation, en faire une matière scolaire obligatoire à part entière avec un budget dédié.

Nous nous appelons Abigaël, Arsalan, Djamila, Louella, Mohamed ou encore Rania. Certains d'entre nous ont grandi dans un quartier prioritaire de la ville, d'autres dans un territoire rural ou périphérique. Nous avons étudié dans des lycées défavorisés, à faible indice de position sociale. Nos parents sont ouvrier dans le bâtiment, employé de magasin, Atsem, professeur en lycée

professionnel, agent d'entretien ou au chômage.

Beaucoup d'entre eux n'ont pas eu la chance d'effectuer d'études, et quand c'est le cas, ce fut bien souvent dans un autre pays et leurs diplômes ne sont donc pas reconnus en France. Pour une minorité d'entre nous, nos parents ne souhaitaient pas que l'on fasse d'études longues, la priorité était de trouver rapidement un emploi afin de subvenir à nos besoins.

Pour une majorité cependant, nos parents y aspiraient mais ils ne pouvaient ni nous accompagner ni nous aider ou nous conseiller car ils ne connaissaient pas le système. Nous n'avions pas d'autres choix que de naviguer à vue à cause du manque d'information, de l'autocensure et du syndrome de l'imposteur. A cela s'ajoutait le frein financier que représente la poursuite d'études.

Malgré ces embûches, nous sommes aujourd'hui étudiants en droit, en école de commerce, alternante dans une grande entreprise ou encore consultante dans un cabinet de conseil. Nous sommes l'arbre qui cache la forêt. Nous sommes des exceptions dans une société où l'origine sociale et /ou territoriale pèse de tout son poids sur les jeunes comme nous, et conditionne généralement nos aspirations scolaires, notre réussite dans les études supérieures, notre insertion professionnelle... et donc notre vie d'adulte.

Nous avons été marqués par cette rupture du contrat social. La promesse d'égalité n'est pas tenue, et nous sommes d'ailleurs 62 % (1) à juger que l'école ne donne pas les mêmes chances à tous. La France reste une société de «classes figées» (2) dans laquelle les plus démunis ne peuvent guère envisager de choisir leur avenir. Nous avons 20 ans et nous souhaitons en finir avec le déterminisme social.

Ouvrir le champ des possibles pour tous

Pour cela, l'Etat doit aller plus loin sur les enjeux d'orientation et en faire une

matière scolaire obligatoire à part entière avec un budget dédié. Alors que les élèves se reposent principalement sur leur famille pour effectuer ce choix (3), toute n'ayant pas le même capital social et culturel, il est injuste que les 54 heures annuelles censément dédiées à l'orientation ne soient pas réellement effectuées dans l'ensemble des lycées, particulièrement au sein des plus défavorisés. Pourtant, ce sont bien les élèves de ces établissements qui en auraient le plus besoin. Cette mesure permettrait à tous les jeunes de bénéficier d'un socle commun de connaissances quant aux différentes voies d'études possibles, aux aides disponibles pour la mobilité et le logement étudiant ou encore aux voies spécifiques d'accès à l'enseignement supérieur pour les boursiers par exemple. Cela ouvrirait de fait leur champ des possibles. C'est une condition sine qua non pour lutter contre l'inégalité des chances, singulièrement dans un contexte où les effectifs de conseillers d'orientation, aujourd'hui appelés «Psy-EN», sont en baisse continue depuis 2016, avec actuellement 1 professionnel pour 1 000 élèves (4).

Par ailleurs, il est essentiel que les grandes écoles et les filières sélectives à l'université prennent des engagements forts en ce qui concerne l'ouverture sociale, que ce soit au niveau des frais de scolarité, en les modulant selon les revenus des parents, et de l'équité à la sélection, en instituant un bonus aux concours pour les élèves boursiers ou en créant des filières d'accès pour les étudiants issus de l'enseignement professionnel par exemple. Cela est d'autant plus nécessaire puisque les étudiants de grandes écoles ne sont que 9 % (5) à être issus de catégories socioprofessionnelles défavorisées alors qu'ils représentent 20 % des élèves de l'enseignement supérieur et 36 % de leur classe d'âge.

Enfin, le monde économique a aussi son rôle à jouer, en encourageant ses collaborateurs à s'investir dans le mentorat, par exemple via des associations comme Article 1 qui fête ses 20 ans cette année, qui a changé le destin de plusieurs milliers d'entre nous. Nous avons été accompagnés par Anne, Huyen, Lise-Marie, Rosaline ou encore Simon. Ils sont ingénieur, consultant,

professeure à la retraite ou bien directrice des ressources humaines. Ils ont été le réseau que nous n'avions pas. Ils nous ont aidés à faire nos CV et nos lettres de motivation. Ils nous ont préparés aux oraux des concours et aux entretiens d'embauche. Ils nous ont permis de comprendre les codes du monde du travail et nous ont soutenus dans nos recherches de stage et d'emploi. En fin de compte, ils nous ont encouragés et ont été cette oreille attentive dont nous avions tant besoin.

Nous, jeunesse de France, issue des quartiers prioritaires de la ville et des zones périphériques et rurales, sommes prêts à relever les défis du XXI^e siècle. Faites-nous une place !

Signataires :

Inès Ahaggan Membre du collectif Différent Leaders, **Abderrahman Arrai** Etudiant M2 Concurrence consommation et propriété industrielle, **Arsalan Basharat** Etudiant M2 Ecole de commerce, **Idris Ben Ammar** Etudiant M2 Ingénieur, **Mohamed Boultif** Membre du collectif Différent Leaders, **Claire Boyer** Etudiante M1 Sciences Po, **Charlotte Chevance** Etudiante L1 Sciences Politiques, **Abigaël Dellal** Etudiante et Lauréate de l'Institut de l'engagement, **Cephas Eliezer Djossouvi** Etudiant M2 Economie du développement agricole, **Noémie Dussart** Alternante chargée de déploiement des actions en lycée HDF, **Sabrina Aneswaran** Membre du collectif Différent Leaders, **Allya Ladacycia** Etudiante M1 responsable Projet Innovant, **Rania Maoujoum** Etudiante en droit, **Akamadevy Mayen** Membre du collectif Différent Leaders, **Louella Mwamwaja** Membre du collectif Différent Leaders, **Solène-Agnès Nonos** Membre du collectif Différent Leaders, **Mélody Shillindford** Etudiante L2 psychologie parcours sciences cognitives, **Jacqueline Simliwa** Etudiante en école d'ingénieur, **Djamila Souare** Etudiante L2 Droit parcours économie et gestion, **Jennia Tchamo-Kwahou** Auteure et étudiante en droit.

(1) Etude Article 1 x IPSOS, *Avoir 20 en France en 2025*.

(2) Agathe Cagé, *Classes figées*.

(3) Sondage BVA pour l'Étudiant, 2022.

(4) TF1 Info, Dans les établissements scolaires, y a-t-il un seul conseiller d'orientation pour 1 500 élèves ?

(5) IPP, 2021, Quelle démocratisation des grandes écoles depuis le milieu des années 2000 ?

**Vous souhaitez publier une tribune dans Libération ?
Pour connaître nos conseils et la marche à suivre, ainsi
que l'adresse à laquelle nous envoyer vos propositions,
rendez-vous dans la section «Proposer une tribune» en
bas de cette page puis écrivez à idees@liberation.fr.**